

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

Le Congrès du Part Communiste Internationaliste élabore son Programme d'Action

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE vient de tenir son premier Congrès depuis l'unification, sous la présidence d'honneur de ses fusillés et de ses déportés.

Sous le régime autoritaire actuel, pas plus que sous la dictature de Pétain, il n'y a de liberté de réunion ou de presse pour le parti révolutionnaire prolétarien. Malgré les difficultés techniques qui en découlent, un nombre suffisant de séances avait été prévu pour permettre à toutes les tendances de s'exprimer complètement et pour assurer la plus grande démocratie dans la discussion.

Le nouveau Comité Central, élu démocratiquement, représente toutes les tendances qui se sont exprimées.

Le Congrès a constaté que l'unité des bolchéviques-léninistes, réalisée en février 1944, est une solide réalité et a permis des progrès importants dans la construction du parti révolutionnaire. Depuis l'unification, le Parti a renforcé son rayonnement dans la classe ouvrière. Ses militants ont été les meilleurs artisans de la construction des Comités d'usines, des Milices ouvrières, des Comités d'épuration et de l'offensive combinée de la bourgeoisie et des bureaucrates chauvins à depuis réduits à l'impuissance.

La politique du Comité Central sortant a été approuvée. Les événements ont confirmé entièrement la justesse de ses positions théoriques qui lui permirent de prévoir l'entrée en lutte des larges masses exploitées, le freinage de leur volonté révolutionnaire par les staliniens et les réformistes, qui devinrent cette volonté dans la pseudo « insurrection nationale » et dans l'union patriotique avec la bourgeoisie.

Cette volonté révolutionnaire s'est manifestée non seulement par d'innombrables initiatives dans les usines et dans les quartiers (Comités, Milices), mais également par l'afflux de larges masses au Parti Communiste Français qui, malgré sa politique de trahison, apparaît encore aux yeux des travailleurs comme le parti de la Révolution d'Octobre 1917.

L'acquisition principal du Congrès a été l'élaboration du Programme d'Action du Parti qui montre la voie pour en finir avec la misère, la guerre et le chômage :

Plan de reconstruction élaboré par la C.G.T., appliqué sous le contrôle des Comités ouvriers,

Nationalisation sans indemnité ni rachat des Banques et des Trusts

Gouvernement P.S., P.C., C.G.T.

Armement du peuple, Milices ouvrières ;

Unité d'action internationale des prolétaires.

Liberté de presse ?

NOUS avons enfin reçu la réponse de la Fédération de la Presse à la demande que nous lui avions faite d'accélérer la parution au grand jour de La Vérité. La Fédération, non seulement a repoussé notre demande, mais a même annulé l'avis favorable que nous avait donné Albert Bayet. Motif : La Vérité a peut-être été un organe résistant à Hitler et à Pétain, mais ce n'était pas un organe de la Résistance (lisez ici : La Vérité n'a jamais soutenu le gouvernement de Gaulle. (Nuance).

Nos crimes : Nous citons la lettre de la Fédération de la Presse.

« Il (l'organe, La Vérité) n'a cessé de combattre le gouvernement et les chefs militaires de l'U.R.S.S., affirmant que Staline menait l'U.R.S.S. à l'abîme, à l'heure même où les victoires russes sauvent les Alliés et le monde. »

Nous avons combattu les chefs militaires et le gouvernement de l'U.R.S.S., Messieurs de la Fédération de la Presse, parce qu'effectivement ils mènent à l'abîme les conquêtes de la Révolution d'Octobre 1917, parce qu'ils redonnent leur place aux popes, parce qu'ils rétablissent dans l'armée les grades et les traditions du tsarisme, parce qu'ils abandonnent chaque jour davantage la politique de l'internationalisme prolétarien, parce qu'ils justifient la guerre des marchands de canons américains, anglais et français, après avoir justifié celle des financiers allemands de 1939 à 1941, parce qu'ils mettent les travailleurs de tous les pays à la merci de leurs exploités.

« Il (toujours La Vérité) n'a cessé de mettre MM. Churchill et Roosevelt sur le même pied que Hitler et Mussolini, en développant le thème : « La guerre de MM. Roosevelt et Churchill est aussi impérialiste que celle d'Hitler et de Mussolini », en dénonçant « les fics d'Hitler, de Pétain, du Mikado, de Franco, de Staline, de Churchill et de Roosevelt », en écrivant, à la veille du débarquement : « les Alliés se préparent à remplacer le gendarme nazi qui défile. »

Qu'en pensent les ouvriers ? Notre politique ne se révèle-t-elle pas cent fois juste ? Que fait le général Erskine en Belgique et le bourreau Scobie en Grèce, sinon remplacer les généraux allemands dans la besogne qui consiste à sauvegarder le capitalisme chancelant ?

« Il n'a cessé de mener campagne contre le général de Gaulle, en déclarant que, pour les travailleurs, « de Gaulle n'est pas un allié, ni un ami, mais une vieille culotte de peau qui ne songe qu'à prendre en France la succession de Laval », en dénonçant « l'idylle de Gaulle-Grenier ».

C'est Monmousseau qui dit aujourd'hui dans La Vie Ouvrière ce que nous disions hier dans La Vérité, à savoir que le général monarchiste de Gaulle n'est pas précisément qualifié pour représenter les travailleurs, qu'il aspire au pouvoir personnel, « qu'il tolère et protège les agents des trusts ».

Mais pour La Vérité, ce ne sont pas là des déclarations de principe, tout juste bonnes à s'attacher une clientèle ouvrière, mécontente, prête à l'action. Pour La Vérité, ces idées, cette opposition irréductible à la bourgeoisie qui a toujours été à la base même de notre action, nous font un devoir d'indiquer aux prolétaires la voie de leur émancipation, celle de la révolution prolétarienne.

Notre travail révolutionnaire ne souffre ni ralentissement, ni interruption. C'est pourquoi nous ne craignons pas de paraître dans les mêmes conditions que sous Hitler et Pétain, avec la même presse clandestine, avec les mêmes méthodes de diffusion illégale, avec les mêmes ressources qui sont le dévouement et le courage magnifiques de tous nos camarades.

Nous nous excusons de disposer de si peu de place pour nous exprimer et nous faire l'écho de la vie des usines, des chantiers, de la campagne.

Qu'il vous plaise, revus et corrigés, la liberté de la presse signifie aujourd'hui : la hâillon pour La Vérité, toute liberté à Paris-soir, pardon... Paris-press, au Temps, pardon... Le Monde.

LA VÉRITÉ

VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

UNE GRANDE OFFENSIVE ALLEMANDE A L'OUEST ! Une question s'impose : comment Hitler et ses maréchaux peuvent-ils astreindre leurs troupes à un tel effort alors qu'avec certitude on peut affirmer que le Reich hitlérien ne peut plus terminer victorieusement la guerre ? La réponse est donnée par une des feuilles des fascistes espagnols : « MM. Churchill et Roosevelt sont maladroits, disait-elle, leur affirmation de leur future politique de vengeance contre le peuple allemand rejette celui-ci dans les bras d'Hitler et prolonge la guerre. » C'est vrai. Le peuple allemand a connu, après 1918, un immense chômage, une profonde misère ; l'idée de souffrances s'allie, dans beaucoup d'esprits, à l'idée de défaite. Aujourd'hui, lorsque les dirigeants capitalistes de Londres et de Washington assurent que la nouvelle paix sera cent fois plus dure

que celle de Versailles, quand de Gaulle et Staline annoncent qu'ils amputeront l'Allemagne du Nord, que toute l'Allemagne de l'Est passera sous le joug polonais et qu'ils imposeront ainsi au peuple allemand, d'une façon durable, ce à quoi les travailleurs français se sont refusés pendant 4 ans, ils savent fort bien qu'ils regroupent ainsi le peuple allemand autour d'Hitler. Mais que le gratte-articles franquistes se rassure, Churchill Roosevelt, Staline et leurs boys ne sont pas maladroits. S'ils veulent fermement vaincre leur adversaire impérialiste, ce qu'ils craignent par dessus tout c'est la révolution allemande. Ainsi s'explique leur attitude. Car seules, 2 solutions s'offrent au peuple allemand : ou continuer la guerre jusqu'à l'effondrement total, ou renverser révolutionnairement Hitler.

(suite page 2, 4^e colonne)

AU SECOURS DE LA RÉVOLUTION GRECQUE !

DEPUIS trois semaines, le peuple grec fait l'admiration du monde. Sa lutte héroïque contre une armée moderne, montre ce dont est capable la Révolution prolétarienne.

Dès le premier jour, les travailleurs français ont compris que chaque travailleur grec qui tombe, c'est un frère qui tombe, que chaque succès du peuple grec, c'est leur succès, que la défaite de la Révolution grecque serait une défaite pour les ouvriers de tous les pays.

Travailleurs socialistes, travailleurs communistes, vous vous étonnez que Le Populaire et l'Humanité ne traduisent pas votre indignation, ne mènent pas une campagne active pour la défense de la révolution grecque, refusent d'insérer les notions de solidarité que vous votez dans les usines. Vous vous souvenez que si la Révolution russe n'a pas succombé sous l'intervention des impérialismes, c'est grâce à la lutte de solidarité des travailleurs du monde.

Aujourd'hui, le « démocrate » Churchill fait la relève de Hitler. A l'expiration de son ultimatum, il lance tout le poids des armes les plus perfectionnées, les Spitfires, les Blenheim, les chars Sherman pour un massacre organisé du peuple grec.

Seule, l'intervention immédiate du prolétariat international peut arrêter ce crime. Le peuple grec a déjà perdu beaucoup de sang dans la boucherie impérialiste. La famine a tué 700.000 hommes, les fascistes italiens et les nazis 300.000.

A bas les assassins du peuple grec !

L'impérialisme anglais ne recule devant aucun moyen pour maintenir sa domination sur la Grèce. Chaque année, il prélève un tiers du budget grec ; la terre que travaille le paysan grec appartient aux banques anglaises, l'usine dans laquelle travaille l'ouvrier grec, les moyens de transport qui le mènent à son travail engraisent les actionnaires de la City. La domination sur la Grèce, c'est le contrôle sur les Balkans.

Churchill prend possession de ce que les maquignonnages de Téhéran

lui ont accordé. Pour mener à bien ses affaires il veut de « l'ordre », celui qu'imposait Hitler voici 8 mois. Il lui faut un Quisling dont il refuse la démission. Il lui faut une monarchie sans nerfs, soumise depuis longtemps aux banques anglaises, soutien de toutes les dictatures réactionnaires.

Qu'importe le prix de cette domination en vies anglaises ou grecques. Eden déclare aux Communes : « Le gouvernement n'ignorait pas les passions déchaînées par la guerre et par les vestiges du régime Métaxas (que le même Eden soutient), mais il a jugé de son devoir (lisez son intérêt) de prendre les risques. »

M. Churchill s'est déjà fait la main en 1943 en fusillant les soldats et les matelots grecs de la flotte d'Alexandrie qui avaient formé leurs Comités et hissé le drapeau rouge. Il maintient aujourd'hui encore des milliers d'entre eux dans les camps de concentration du Carré. Voilà le vrai visage des « alliés » et des « libérateurs » capitalistes !

Le peuple grec s'est lancé dans sa lutte héroïque contre l'impérialisme sans direction révolutionnaire. Les chefs de l'E.A.M. et du P.C. ont été entraînés malgré eux par l'irrésistible mouvement des masses. Le discours de Eden aux Communes l'établit clairement : « Le gouvernement Papaandréou, dit-il, était un gouvernement d'union auquel participaient les ministres communistes ». Lors de son voyage à Athènes, il s'est entretenu avec les représentants du P.C. qui l'ont assuré de leur satisfaction de la politique du gouvernement ; leur accord avec son discours prévoyant la réorganisation des forces armées sur une base nationale et militaire.

Les ministres de l'E.A.M. approuvaient la démobilisation de l'E.L.A.S. (les F.T.P. grecs) et rédigeaient eux-mêmes le décret qui prévoyait en outre le maintien en activité des Brigades Sacrées et de la Brigade de Montagne (organisations policières formées par Rhalys, le Pétain grec). Mais les travailleurs manifestèrent contre cette mesure. Sous leur pression, les ministres de l'E.A.M. démissionnèrent. Mais ils n'ont pas cessé depuis de rechercher

le compromis, offrant à Scobie l'évacuation de l'Attique et le désarmement de l'E.L.A.S.

C'est la volonté de Staline qui, comme le déclarait Churchill à la presse, est parfaitement d'accord avec la politique anglaise en Grèce.

« Le général Saraphis, poursuit Eden, aurait été disposé à donner l'ordre de démobiliser l'E.A.M., mais il a eu PEUR de le faire ». Peur de quoi ? Peur du peuple, comme tous les traités.

Ainsi, le peuple grec accepte encore la direction de chefs qui ne songent qu'à capituler, même quand le sort des armes lui est favorable. C'est la tragédie de la révolution grecque. Si elle ne met pas à sa tête une véritable direction révolutionnaire, tant d'héroïsme aura été inutile.

Cette direction ne peut être que la section grecque de la IV^e Internationale qui, malgré la terrible répression fasciste qui l'a décimée, continue sa lutte pour le socialisme.

Privée de direction révolutionnaire, privée par la faute des réformistes et des staliniens de la solidarité agissante du prolétariat international, la révolution grecque est condamnée à la capitulation ou à l'extermination.

Le Parti Communiste Internationaliste appelle les travailleurs à la défense du peuple grec. Ils doivent imposer à la C.G.T., au P.S. et au P.C. l'unité d'action immédiate pour :

la grève de solidarité de 1 heure ; des manifestations et meetings pour la défense de la révolution grecque.

Les travailleurs anglais ont donné l'exemple : 150.000 travailleurs ont fait grève à Glasgow, accompagnés d'une imposante manifestation 80 délégués représentant 50.000 ouvriers des usines de guerre portent une motion de protestation aux Communes : une réunion groupe 20.000 manifestants à Trafalgar Square.

Vivent les grévistes de Grande-Bretagne !

Vivent les combattants ouvriers d'Athènes et de Salonique !

Vive la Révolution grecque !

LA VÉRITÉ.

« Bienveillants avec les rois »

III III III

DEPUIS Juin 1941, date à laquelle Hitler lança l'armée allemande à l'assaut de l'Union Soviétique, la presse nazie et sa succursale parisienne jusqu'en août 1944, n'ont fait que brouiller aux yeux des masses les véritables rapports existant entre la bourgeoisie et les partis communistes de chaque pays. La presse nazie n'a pas cessé d'agiter, particulièrement devant la bourgeoisie et les classes moyennes, l'épouvantail du bolchevisme ; elle n'a pas cessé d'assimiler le staliniisme et le bolchevisme ; elle a d'ailleurs, par là même, permis au staliniisme de conserver son influence sur la classe ouvrière qui dans son immense majorité, au moins en France, persiste à considérer le Parti stalinienn comme un parti révolutionnaire.

Les partis communistes du défunt Komintern sont-ils encore des partis révolutionnaires ? Question que se posent à l'heure actuelle, sinon des milliers de militants qui ont une confiance sans limites dans leurs chefs, au moins des millions de prolétaires, de petits-bourgeois et même de bourgeois.

Pour rassurer ces derniers, l'Observer, journal libéral bourgeois d'Angleterre, vient de publier un article intitulé « Portrait du communisme en 1944 ». Cet article offre un très grand intérêt pour comprendre l'état d'esprit de la bourgeoisie vis-à-vis du staliniisme.

Le journaliste de l'Observer constate d'abord un fait essentiel : « Les partis communistes sont entrés dans les grandes coalitions nationales avec les autres partis, et, pour la première fois dans leur histoire, ils assurent les responsabilités du gouvernement ».

Puis il écrit : « Les principes communistes (lisez : staliniens) sont devenus si flottants qu'on peut même se demander si le communisme (lisez le staliniisme) doit être réellement classé parmi les forces principales de la gauche ».

Et sous le sous-titre significatif : « Bienveillants avec les rois » le journal anglais poursuit l'analyse de la politique stalinienne en 1944 : « Ce fut le leader communiste italien, Togliatti, qui émissa le tranchant de l'opposition socialiste et libérale contre la Maison de Savoie. De même en Roumanie les communistes ont adhéré aussi complètement, pour servir sous le roi Michel, qu'en Bulgarie — où il y a maintenant un régent communiste (1) — à la protection des institutions dynastiques pour la défense desquelles bien des libéraux modérés n'auraient même pas levé le petit doigt. » Et encore : « Quelques unes des plus ferventes propagandes nationalistes sont maintenant issues des milieux communistes. Les communistes polonais, et ceux d'Angleterre, revendiquent une frontière polonaise sur l'Oder. Le Maréchal Tito (à l'exemple du nationaliste serbe Pasitch il y a 25 ans) demande vigoureusement l'incorporation de Trieste à la Yougoslavie.

« Les communistes grecs demandent des « tranches » de territoire bulgare et de l'Albanie du sud pour leur pays, tandis qu'à leur opposé, ceux de Bulgarie ont chéri le rêve d'une « plus grande Bulgarie. »

SUR LE FRONT OUVRIER

ÉCHOS DES USINES...

A ces renseignements, donnés avec satisfaction par le journal de la bourgeoisie anglaise, pouvaient s'ajouter le renseignement nouveau sur la politique du stalinisme en Espagne, où le parti communiste et le parti monarchiste de Gil Robles se sont unis dans la U.N.E. (Union Nationale Espagnole), pour réclamer le retour de la monarchie ! et sur sa politique en Grèce où il accepte l'idée d'une régence du très saint Damaskinos.

Mais voyons quelles conclusions l'Observer tire de cette analyse : « Il n'y a jamais eu peut-être aucun autre parti qui ait, si complètement et sans hésitation, altéré sa doctrine et remplacé tout son « arsenal d'idées ». Jamais l'abime entre les étiquettes « idéologiques » et l'idéologie n'a été si profond.

« N'importe quel autre parti qui jonglerait ainsi avec les idéaux, contredisant avec autant d'acharnement ses précédentes attitudes, irait inévitablement à la ruine. Les partis communistes en sont sortis indemnes. »

Comment expliquer ce dernier fait ? Très justement, l'Observer montre ce qui fait la force des partis communistes, alors même que leur propagande et leur doctrine réelles n'ont plus rien de commun avec le marxisme révolutionnaire : « Les contradictions de leur politique (celles des partis communistes) inportent peu aussi longtemps qu'ils n'ont pas rompu avec le « mythe » de la révolution russe, la seule question essentielle qui compte. C'est ce fait qui donne au communisme sa force, sa cohérence, sa vitalité. »

Effectivement, pour les masses, les partis communistes restent semblables au parti bolchevik de Lénine, celui de la révolution russe. S'ils ont rompu en fait avec la Révolution d'Octobre, en paroles, par contre, les chefs des partis communistes se disent encore communistes et invoquent le grand chef de la révolution russe. Et c'est au nom de la Révolution d'Octobre et de Lénine qu'ils trahissent de plus en plus ouvertement la lutte du prolétariat pour son émancipation sociale : « L'Europe est entrée dans une période de tension, d'ébullition et de changements. Quel rôle les communistes vont-ils jouer ? Ils ne vont pas agir suivant le programme de « la dictature du prolétariat et de la révolution soviétique » formulé par Lénine au cours de la première guerre mondiale. Leur attitude actuelle est beaucoup plus près de celle du fondateur de l'Internationale Communiste. »

L'Europe commence à vivre les premières heures de la révolution prolétarienne dont le premier foyer est né, voici plus d'un an, en Juillet 1943, en Italie. Aujourd'hui, les masses se heurtent aux gouvernements plus ou moins réactionnaires de Pierlot, Papanandréou, Bonomi, Franco, de Gaulle etc...

La soi-disant « libération » ne trompe plus grand monde en Europe et les armées se rendent compte que le capitalisme, qui a prospéré pendant l'occupation nazie, est toujours au pouvoir et s'appuie délibérément sur les bienvenues anglaises et américaines. La révolution grecque ouvre la voie. La lutte qui naît ne s'arrête, ne doit s'arrêter qu'au triomphe du socialisme dans toute l'Europe.

Les partis révolutionnaires sont nécessaires pour diriger la lutte des travailleurs. Ne peuvent plus prétendre diriger les luttes décisives de demain, ceux qui, avec la II^e et la défunte III^e Internationales, ne savent plus être que bienveillants avec les rois. Seule, la IV^e Internationale peut guider les travailleurs dans la voie qui fit triompher en Russie, en 1917, la classe ouvrière et les paysans travailleurs.

Rompez l'Union Patriotique !

« La cour est à la mesure des rois, l'entourage d'un gouvernement ne dépend que du gouvernement, et ce dernier se laisse gouverner par les trusts... »

Ces lignes écrites dans la Vie Ouvrière par Monmousseau sont tout à fait justes. Cependant, nous ne pensons pas que le gouvernement « se laisse gouverner par les trusts » mais bien qu'il GOUVERNE POUR LES TRUSTS.

La conclusion qui s'impose, camarade Monmousseau c'est que la C.G.T., le P.C.F., le P.S., doivent rompre la coalition avec un tel gouvernement. Ils doivent constituer le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN débarrassé de ministres bourgeois et appuyé sur les syndicats ouvriers et les milices !

L'OFFENSIVE PATRONALE

Après les journées d'août, la classe ouvrière se regroupe largement dans les syndicats (400.000 membres), et profite de l'affaiblissement de l'appareil d'Etat pour arracher aux patrons d'importantes revendications ; mais bientôt se dessine une contre-offensive générale ayant pour but de « limiter les dégâts » et de reprendre aux ouvriers les avantages acquis. Aujourd'hui, cette attaque se manifeste dans tous les domaines (tentative de dissolution des Milices patriotiques, sabotage de la reprise économique, entraves administratives aux cantines gérées par les ouvriers...)

Chez CITROËN par exemple, la direction refuse aujourd'hui de donner des locaux (réfectoire) pour les réunions syndicales. Elle s'oppose même à la réintégration des ouvriers licenciés en novembre 38, en « étudiant » tous les cas un par un.

Chez RENAUDIN (Suresnes), 3 anciens délégués de 36 se voient interdire l'accès de l'usine, bien qu'ayant été condamnés par les nazis pour leur activité militante pendant l'illégalité.

A la S.N.C.A.S.E., de même que chez AMIOT, le patron n'est pas sitôt arrêté qu'on le libère...

Chez GNOME & RHONÉ KELLERMAN, pour mettre un frein au développement de la Milice et apporter la division en son sein, la direction accepte une garde permanente de 90 miliciens, qui deviennent ainsi, qu'on le veuille ou non, des « flics d'usine ». Elle impose le licenciement des ouvriers syndiqués et des camarades femmes. La direction syndicale s'incline et se charge de l'exécution des ordres !

L'OFFENSIVE BUREAUCRATIQUE

L'offensive bureaucratique se développe parallèlement comme conséquence de l'Union sacrée qui lie les Partis Socialiste et Communiste Français à la bourgeoisie. Les bonzes des syndicats freinent systématiquement les initiatives ouvrières, interdisent le développement des Comités de gestion dont la généralisation à l'ensemble de la Région parisienne porterait le coup le plus dur au patronat.

De JUMO, notre camarade M. nous écrit :

« J'ai été à l'origine de la création du Comité ouvrier qui occupa l'usine le 17 août et même de plusieurs Comités semblables dans la Région. Une des premières sections syndicales de JUMO s'est constituée sur mon initiative ; c'est moi qui constituai la Milice de l'usine, mis sur pied la Commission technique qui dirige aujourd'hui l'usine... A plusieurs reprises, les bonzes du syndicat intervinrent, soit pour supprimer le Comité ouvrier, soit pour interdire le Comité Inter-usines de la Région Ouest, soit pour arrêter la reprise du travail en Septembre, soit pour arrêter les travaux du Comité de gestion... »

« Sachant que j'étais trotskyste, ils usaient de tous les moyens pour m'écarteler des tâches responsables... J'avais cependant la confiance de tous les camarades de l'usine qui applaudirent les mots d'ordre internationalistes même le jour où, publiquement, je déclarai être militant de la IV^e Internationale, pour répondre aux calomnies anti-trotskyistes du bureaucrate de la locale. Avec ses amis du bureau syndical de l'usine, voyant l'accueil fait à cette déclaration, ils déversèrent, pendant 2 jours, les plus odieuses calomnies sur mon compte et obtinrent mon exclusion de l'usine en menaçant, par ordre de Tillon, de passer les commandes destinées à l'usine à une entreprise de Bordeaux, si je restais dans l'usine... Ces mensonges et cette méthode de chantage ont clairement montré, j'en suis sûr, à tous les ouvriers quelle peur ont les bureaucrates chauvins de voir démasquer leur politique de trahison. »

... Aujourd'hui, la discipline dans l'atelier est plus rigoureuse que jadis ; les décisions sont prises en cercle restreint, quiconque expose un point de

vue particulier est suspecté d'être trotskyste. Je ne doute pas de revenir dans l'usine lorsque, avec les prochains Comités Ouvriers, la Révolution aura démasqué les traîtres et exigera la présence de militants révolutionnaires »

Depuis l'exclusion du camarade M., les bureaucrates chauvins qui ne veulent pas en rester à ce coup d'éclat, multiplient les actes d'arbitraire. La Commission technique agit hors de tout contrôle des ouvriers. La Commission de discipline procède de façon policière et dictatoriale. Exemple : deux ouvriers de la cantine, pour s'être disputés, ont vu leurs 75 %, supprimés pendant 15 jours, c'est-à-dire qu'elles resteront sans ressources pendant 15 jours. Autre exemple : on a renvoyé une ouvrière qui pointait pour sa fille. A la suite de ces faits, le mécontentement grandit.

Il faut que ces actes de gangstérisme bureaucratique cessent de déshonorer la C.G.T. Il faut restaurer une véritable démocratie ouvrière chez JUMO.

A la LORRAINE, la Commission d'épuration syndicale décide l'exclusion de 30 ouvriers qui ont eu le tort — indéniablement — en 1940, de démonter des machines pour les expédier en Allemagne et, en même temps, annoncer à l'assemblée générale sous les huées, que l'accusation contre le directeur Laffère n'est pas retenue.

Chez AMIOT, les ouvriers réclament la démocratie. A l'atelier 45, les dirigeants syndicaux veulent imposer un délégué. Les ouvriers refusent et s'élèvent contre le manque de démocratie, et demandent à l'élire eux-mêmes. La Commission Exécutive a proposé comme secrétaire adjoint du B.S., un ancien chronométrier de la 04 qui a fait baisser les temps pendant l'occupation. Les ouvriers en réclament un autre.

La section syndicale ne pourra fonctionner qu'en ayant la confiance de tous les ouvriers, par une véritable démocratie.

COMITÉS D'ÉPURATION

Le gouvernement des trusts avait ordonné la dissolution des Comités d'épuration pour le 1^{er} décembre. Les dirigeants syndicaux s'opposent à ce qu'on applique la mesure avant le 15 Décembre... pour avoir le temps de nous faire accepter la pilule.

Effectivement, depuis le 15, ils ont pris l'offensive. Ils expliquent qu'il faut cesser de frapper le lampiste, qu'il faut atteindre la tête et que le mieux, pour cela, est de... dissoudre les Comités d'épuration ! C'est tout à fait l'avis des Laffère, Gignoux, G.M.R., Cagoulards et c^o. Les ouvriers sont d'abord un peu étonnés, ils croient ne pas bien comprendre. Le collaborateur-de-classe revient à la charge. Alors il se fait huer. Chez CAUDRON-RENAULT, devant l'indignation des ouvriers, les bureaucrates ont dû reculer et « accorder » une prolongation jusqu'au 31 décembre.

L'épuration est à peine commencée. Il faut maintenir nos Comités d'épuration élus ; exiger la publication des débats en Justice, constituer, comme au Pertuis, nos tribunaux populaires élus !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC

De nombreuses motions de solidarité avec la révolution grecque sont votées dans les usines et dans les assemblées syndicales. Les chefs syndicaux les envoient à l'ambassade grecque mais jamais à l'ambassade britannique ; pourquoi faire de la peine à l'allié démocratique Churchill ? Elle ne sont pas publiées par la presse ouvrière qui, par son silence, se fait la complice des assassins du peuple grec.

Exigeons la publication intégrale de nos motions de solidarité dans l'Humanité, la Vie Ouvrière, le Peuple et autres journaux qui se réclament de la classe ouvrière.

LES COMITÉS D'ENTREPRISES

Les Comités Ouvriers sont la terreur des gouvernements bourgeois. Aussi, il convient de parer au danger. Le projet de l'Assemblée Consultative instituant les Comités d'entreprise, doit noyer le poisson de la même façon que la « Révolution nationale » de Vichy devait éviter la Révolution Socialiste.

Les attributions économiques du Comité sont purement théoriques : contrôle une fois par an de la marche de l'entreprise. On peut regarder, pas souvent encore, mais défense de toucher ! De même, la représentation dans les conseils d'administration aura seulement voix consultative. Enfin, le Comité aura droit de suggestion pour tout ce qui concerne le rendement. On a maintenant le droit de suggérer au patron ce qui doit augmenter son bénéfice. Les attributions sociales du Comité sont, à peu près, celles des comités sociaux de Pétain.

Et, pour pimenter le tout, un grain de paternalisme vichyssois : le patron préside le comité. En somme, beaucoup de bruit pour peu de chose. Mais ce peu nous intéresse, n'intéresse que nous. Nous ne laisserons pas le patron utiliser le comité pour imposer ses volontés plus facilement. Nous nous servirons, au contraire, du comité pour contrôler la gestion et appuyer nos revendications. Et nous n'hésiterons pas à dépasser les limites du décret chaque fois que cela sera possible.

VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

(Suite de la 1^{re} page)

Mais aujourd'hui le prolétariat allemand se sent entouré d'un cercle de farouche hostilité. Avec la complicité de dirigeants qui osent encore s'appeler socialistes ou communistes, la bourgeoisie est parvenue à ne plus faire distinguer par les travailleurs des pays « alliés », ceux qui font la guerre de ceux qui en profitent. Cette hostilité, les ouvriers et paysans allemands sous l'uniforme ont pu l'apprécier dans les pays occupés.

Quand les travailleurs des pays « alliés » ne s'insurgent pas contre les plans monstrueux de leur bourgeoisie mais bien au contraire, par la voix de leurs organisations traditionnelles, les approuvent et renchérissent, les travailleurs allemands ne peuvent trouver l'issue révolutionnaire car ils savent que leur sacrifice serait inutile si les peuples soutenaient, contre lui, leur propre bourgeoisie.

Si l'on espère effectivement que la guerre se termine avant juin 1945, comme le promet Churchill, si l'on désire fermement que des millions de travailleurs ne soient pas tombés en vain pour le plus gros profit de leurs maîtres capitalistes, il faut rejeter des rangs ouvriers les chauvins et le chauvinisme, et renouer avec l'internationalisme prolétarien.

"ORADOUR" EN ALLEMAGNE

Le 30 Novembre, une dépêche datée de New York disait : « On mande de Stockholm que les allemands viennent de subir leur premier "Oradour" en Prusse orientale. C'est le village allemand de Nemmersdorf qui a été rasé sur l'ordre de Himmler parce que la population avait désobéi à l'ordre d'évacuation. »

Quelques journaux parisiens l'ont passée en entrefilet, la plupart n'en ont soufflé mot. Et pourtant, l'Oradour français a fourni sujet de multiples articles, reportages, films d'actualité, allocutions et discours. Qu'il se passe en Prusse orientale ou dans le Massif Central français, un tel acte n'en est pas moins horrible. Pourquoi ce silence ? Parce qu'il aurait fallu dire qu'après avoir assassiné les ouvriers, les paysans, les artisans,

les travailleurs français, les S.S. assassinent les ouvriers, les paysans, les artisans, les travailleurs allemands ; la nationalité leur importe peu. Ils frappent tous ceux qui se refusent à faire les frais de la guerre. Le dire, c'aurait été autant contre le poison chauvin. De là l'attitude de la presse. De même, on a annoncé sans commentaire qu'à Mannheim une grève, à Dusseldorf un soulèvement avaient été sauvagement réprimés, que des villes ou quartiers ouvriers d'Allemagne avaient été cernés par les S.S. et qu'il s'en était suivi une sévère répression.

EISENHOWER ET LES S.S.

Mais ces S.S., Eisenhower, sur le plan intérieur, ne les considère pas comme ses adversaires. Bien au contraire, de même que les fascistes italiens ont été intégrés dans la gendarmerie, de même que les forces fascistes grecques dites « bataillons de la montagne » ou « bataillon sacré », sont utilisées contre les travailleurs de Grèce ; il compte bien utiliser les S.S. pour mater les travailleurs allemands. Dans une déclaration, il affirmait que toutes les organisations allemandes seraient dissoutes... à l'exception des S.S. et de la Jeunesse hitlérienne. A la suite de protestations, il a dû annoncer la dissolution des S.S., — on ignore le sort de la Hitlerjugend — mais on peut être sûr qu'il n'a pas, pour autant, renoncé à les utiliser.

SOLIDARITÉ BOURGEOISE

Un journal bourgeois suisse se félicitait récemment du fait que le réveil allemand se passe lentement. Cela permet, disait-il, aux anglo-américains de rétablir l'ordre au fur et à mesure de leur avance ; dans le cas contraire ils risqueraient d'être débordés. Ainsi apparaît clairement la profonde solidarité du capitalisme mondial et de ses agents : pendant plusieurs années les S.S. ont assuré l'ordre bourgeois en Europe, arrêté, torturé, fusillé, les militants ouvriers et permis aux capitalistes de substantiels bénéfices. Aujourd'hui, les armées anglo-américaines viennent les remplacer et la bourgeoisie mondiale se félicite que la substitution de l'un à l'autre se fasse dans les meilleures conditions. En Belgique et en Grèce, comme en Italie, ceux qui hier croyaient lutter pour leur libération, voient, aujourd'hui, se dresser devant eux pour les désarmer et leur imposer des gouvernements réactionnaires, les troupes de l'impérialisme britannique. Roosevelt et Churchill succèdent à Hitler, et, malgré toutes leurs phrases démocratiques, emploient les mêmes méthodes éprouvées.

Les S.S. fusillent de la même façon travailleurs français et allemands. Travailleurs belges et grecs sont assassinés tour à tour par les S.S. et les troupes britanniques. Eisenhower se prépare à réembaucher les S.S. d'Himmler : la solidarité agissante du capitalisme mondial n'est pas une affirmation creuse mais un fait. Elle se réalise chaque fois que la révolution menace.

INTERNATIONALISME PROLETARIEN I

Il faut lui opposer la solidarité agissante du prolétariat mondial. Déjà elle se réalise : en Grèce, dans les rangs de l'E.A.M., luttent des partisans bulgares et yougoslaves aux côtés de déserteurs allemands ; en Allemagne, des grèves ont réunies récemment des travailleurs allemands et des travailleurs étrangers. L'Humanité citait des actes de sympathie de soldats anglais envers les manifestants de Bruxelles. Les mouvements révolutionnaires sont les grands accélérateurs de ces rapprochements, car les mensonges bourgeois s'y engouffrent.

Mais, pour cela, il faut rompre définitivement avec le chauvinisme bourgeois et renouer avec l'internationalisme prolétarien. Ce sera l'honneur impérissable de la IV^e Internationale d'avoir lutté durant toute cette guerre pour cette vérité élémentaire de la doctrine prolétarienne, alors que réformistes et stalinien se vantent dans l'union sacrée. Par cette lutte, elle a acquis le droit d'appeler autour de son drapeau les ouvriers révolutionnaires du monde. L'heure est venue de rejoindre la IV^e Internationale, le Parti Communiste Internationaliste, sa section française.